



ARRETE REGLEMENTAIRE N°24-063-PM

ARRÊTÉ RÉSERVATION DE STATIONNEMENT PARKING SALLE DES FESTIVITÉS TRAIT D'UNION

LE MAIRE de la Commune de Magny-les-Hameaux;

VU la Loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des collectivités locales complétée et modifiée par la Loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 ;

VU la Loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;

VU l'arrêté interministériel du 24 Novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée ;

VU le Code général des Collectivités territoriales et notamment les articles L2131-1, L.2211-1 L2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2213-1, L.2213-2, L.2214-3 et L.2542-2 ;

VU le Code Pénal, notamment l'article R.610-5 ;

VU le Code de la Route et notamment les articles R.110-1, R.110-2, R. 411-1, R.411-5, R.411-7, R.411-8, R.411-25, R.417-6, R.417-10, R.417-12, L.325-1, L.325-2 et L.325-13 ;

VU le Code de la Sécurité Intérieure, notamment l'article L.511-1;

CONSIDÉRANT la demande présentée par les services Techniques de la ville de Magny-les-Hameaux ;

CONSIDÉRANT la nécessité de réserver des emplacements de stationnement pour l'entreprise Claude Béton Imprimé sise 5 bis boulevard du Nord – 93340 Le Raincy ;

CONSIDÉRANT des travaux de remplacement de la terrasse de la salle des festivités du Trait d'Union ;

CONSIDÉRANT que le maire est chargé, sous le contrôle administratif du représentant de l'État dans le département de la police municipale, de la police rurale et de l'exécution des actes de l'État qui y sont relatifs ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'assurer : la sécurité, les bonnes conditions de stationnement ;

ARRETE

Article 1

Le stationnement de tous les véhicules est interdit à l'exception des véhicules de l'entreprise Claude Béton Imprimé, **sur les 12 places de stationnement, côté gauche de l'entrée de la salle (côté poubelles) situées sur le parking de la salle du Trait d'Union rue des Écoles Jean Baudin, aux jours et heures désignés ci-dessous :**

- **À compter du lundi 24 juin 2024, à 08h00, jusqu'au vendredi 28 juin 2024, à 18h00.**

Article 2

L'entreprise devra se conformer à toutes dispositions ou obligations réglementaires non prévues par le présent arrêté.

Article 3

L'entreprise ne pourra, sous peine de sanctions, occuper le domaine public défini ci-après, qu'en possession du présent arrêté, ainsi que de l'éventuelle autorisation rectificative d'occupation.

Article 4

L'entreprise devra afficher en permanence, visible du domaine public, le présent arrêté et les éventuelles autres autorisations, qui devront pouvoir être produites à toutes réquisitions des Services de Police Municipale, de Gendarmerie et ceux de la Ville.

Article 5

L'entreprise sera responsable de la mise en place et du maintien de la signalisation et des dispositions de

protection temporaire du chantier, de jour comme de nuit, pendant toute la durée des travaux. Il sera également responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation.

Article 6

La signalisation

Les dispositions du présent arrêté seront portées à la connaissance des usagers par une signalisation conforme au Code de la Route.

Le barriérage sera mis en place par les agents des Services Techniques de la Ville.

Article 7

Sanction

Conformément à l'article R417-10, tout véhicule en infraction à l'article 1er, pourra faire l'objet d'un procès-verbal de contravention de 2ème classe.

Article 8

Fourrière

Conformément aux articles L325-1 et L325-2 du Code de la Route, tout véhicule en infraction à l'article 1er, pourra faire l'objet d'une mise en fourrière.

Article 9

Le non-respect des règles édictées entrainera l'annulation du présent arrêté.

Article 10

Exécution de l'arrêté

Madame la Directrice Générale des Services de la ville, Monsieur le Chef de la Police Municipale de Magny-les-Hameaux, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Magny-les-Hameaux, les Services Techniques, l'entreprise Claude Béton Imprimésont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 11

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication et/ou de notification (articles R421-1 à R421-7 du Code de Justice Administrative).

Fait à Magny-les-Hameaux le 05/06/2024

Bertrand HOUILLON

Maire

Vice-Président de la Communauté d'Agglomération
de Saint-Quentin-en-Yvelines

**Mis en ligne sur le site internet
de la ville le :** 07/06/2024

Certifié exécutoire le : 24/06/2024

